

L'ENTRETIEN DE *GÉOSTRATÉGIQUES* :
Avec Alexeï ROUTKEVITCH

« LA RUSSIE N'EST PAS L'ANTITHÈSE DE L'EUROPE »



Comment le regard porté sur l'Europe a-t-il évolué dans les milieux intellectuels russes depuis 2022 ? Le « tournant vers l'Asie » proclamé par les autorités trouve-t-il un véritable écho dans la société ? Les relations entre la Russie et l'Europe sont-elles vouées à la confrontation, notamment en raison de « l'impérialisme russe » ? Que recouvrent réellement les notions d'« *Occident collectif* » et d'« occidentalisme » ?

Dans cet entretien, le philosophe russe Alexeï Routkevitch, spécialiste de l'histoire de la pensée européenne, revient sur l'évolution des études européennes en Russie, les débats intellectuels suscités par la guerre en Ukraine, les théories de l'eurasisme, la place de la Russie dans la civilisation européenne et l'avenir des relations entre Moscou et l'Europe.

Alexeï Routkevitch (né en 1952 à Sverdlovsk) est un philosophe russe, historien de la philosophie occidentale contemporaine et l'un des principaux spécialistes russes de l'histoire de la pensée européenne. Lauréat du Prix eurasiatique de philosophie 2026 pour sa contribution aux études philosophiques, il est le traducteur en russe de nombreux auteurs majeurs, parmi lesquels Albert Camus, Alexandre Kojève, Oswald Spengler, Carl Gustav Jung et José Ortega y Gasset. Docteur en philosophie, il a fondé la faculté de philosophie de la Haute École d'économie de Moscou (HSE), dont il a été le premier doyen. Ancien directeur du département de philosophie occidentale contemporaine à l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences de Russie, ancien membre du conseil scientifique de la Maison des

sciences de l'homme à Paris et professeur invité dans plusieurs universités européennes, il est aujourd'hui enseignant-chercheur à la HSE.

– Depuis 2022, les relations entre la Russie et l'Europe se sont profondément dégradées. Au-delà du conflit politique, de nombreux liens ont été rompus à l'initiative de l'Europe : échanges universitaires, coopérations scientifiques, réseaux professionnels. Les déplacements sont devenus extrêmement difficiles et les contacts très rares. Observe-t-on, dans la société russe et le milieu universitaire, un rejet comparable à l'égard de l'Europe ? Qu'en est-il aujourd'hui des European Studies : leur place, leur contenu ou leur tonalité ont-ils changé ?

Alexeï Routkevitch : Lorsqu'on parle des *European Studies*, il faut distinguer deux domaines qui se recoupent partiellement sans se confondre : d'un côté, les recherches consacrées à l'histoire de la littérature, de l'art, de la philosophie ou des sciences ; de l'autre, les travaux des économistes, des juristes et des spécialistes des relations internationales. Sans même parler des propagandistes déclarés, l'univers médiatique et l'univers scientifique n'abordent pas l'Europe de la même manière.

Pour ma part, tant que je ne sollicite pas de financements auprès de fondations européennes et que je n'écris rien qui soit ouvertement contraire à la position officielle, les restrictions actuelles et le bruit médiatique qui les accompagne affectent beaucoup moins mon travail que ne le faisait jadis la pression idéologique soviétique.

La plupart des chercheurs qui travaillent sur la culture européenne des siècles passés se tiennent d'ailleurs à l'écart des affrontements politiques que l'on connaît actuellement. Les démarches d'une partie des élites dirigeantes liées à la promotion d'un « choix civilisationnel » ont donc très peu d'influence sur ce milieu. La raison en est simple : beaucoup de ces universitaires se considèrent eux-mêmes comme européens, tout autant que les Français ou les Allemands, et parfois même davantage que les Roumains, les Finlandais ou les Lettons.

En revanche, c'est précisément cette communauté scientifique qui se heurte aujourd'hui à une russophobie explicite chez une partie non négligeable de ses collègues occidentaux, ainsi qu'à la rupture volontaire de nombreux liens avec les universités, les revues spécialisées et les réseaux de recherche. À cet égard, la seule « affaire Boutiaguine »¹, cet archéologue russe emprisonné en Pologne en

1. Alexandre Boutiaguine est un archéologue russe, spécialiste de l'Antiquité, responsable du secteur d'archéologie de la mer Noire septentrionale au musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg.

décembre 2025 pour avoir dirigé des fouilles archéologiques en Crimée, est déjà révélatrice de la manière dont sont désormais perçus et traités les chercheurs russes en sciences humaines en Europe.

– Dans les sciences politiques et l'enseignement de l'histoire, observe-t-on une tendance croissante à présenter l'Europe avant tout à travers le prisme d'une hostilité pluriséculaire envers la Russie, en faisant remonter les origines de l'« Occident collectif » presque jusqu'à l'Antiquité et en construisant le récit d'une confrontation historique continue ?

A.R. La recherche des origines de l'hostilité de « l'Occident collectif » envers la Russie n'a rien de nouveau. On en trouvait déjà des formulations sous la Moscovie, dans l'Empire russe et, bien sûr, à l'époque soviétique. Elles s'appuyaient parfois sur des expériences historiques réelles. Néanmoins, l'histoire de l'Europe entière est traversée par des rivalités anciennes et profondes : entre protestants et catholiques, entre l'Angleterre et la France, entre la France et l'Allemagne, ou encore entre la Serbie et la Bulgarie. Le célèbre philosophe russe Nicolas Berdiaev (1874-1948) observait dans son ouvrage *L'Idée russe* que l'écart entre la France et l'Allemagne était bien plus profond que celui qui séparait l'Allemagne de la Russie.

À vrai dire, le seul antagonisme durable, s'étendant sur plusieurs siècles, qu'ait connu la Russie est celui qui l'a opposée à la Pologne. Même les tensions entre orthodoxie et catholicisme se sont largement cristallisées autour de cette relation particulière. Certes, le souvenir des invasions napoléonienne et hitlérienne demeure très vif, mais il ne faut pas oublier qu'à ces deux époques, la Russie comptait aussi des alliés en Occident.

La dernière partie de votre question m'amuse quelque peu. Même les idéologues les plus inspirés ne sont pas encore allés chercher les racines de cette confrontation dans l'Antiquité. En général, on remonte à Byzance, on évoque le sac de Constantinople lors de la quatrième croisade, en 1204, ou le refus par Moscou de l'Union de Florence, en 1439. Mais cette lecture, profondément marquée par l'héritage orthodoxe, ne saurait être qualifiée d'« anti-européenne », puisque l'idée même de « Moscou, troisième Rome » s'inscrit dans la continuité de la civilisation européenne.

Arrêté en Pologne en décembre 2025 à la demande de l'Ukraine pour avoir dirigé des fouilles archéologiques en Crimée après 2014, il a été libéré en avril 2026 dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la Pologne et le Bélarus.

– Ainsi, selon vous, l'hostilité entre la Russie et l'Europe occidentale n'a rien d'une fatalité historique ? Pourtant, la Russie n'a-t-elle pas été perçue, au fil des siècles, comme le « grand Autre » de l'Europe : une puissance à la fois proche et étrangère, régulièrement tenue à distance de la « famille européenne » pour des raisons géopolitiques, religieuses ou culturelles ?

A.R. : Il me paraît difficile de décrire les relations entre la Russie et l'Europe comme un conflit ininterrompu à travers les siècles. Encore faudrait-il définir ce que l'on entend par « Europe », dès lors qu'il ne s'agit plus seulement d'une notion géographique. Les critères raciaux ou ethniques ne sont pas entièrement dénués de pertinence, mais ils demeurent secondaires : les Finlandais et les Hongrois, par exemple, ne parlent même pas des langues indo-européennes. En revanche, presque tous les peuples européens partagent un héritage chrétien. Les ancêtres des Slaves orientaux ont d'ailleurs adopté le christianisme deux siècles avant les Suédois et plus de trois siècles avant les Lituanais, le plus souvent avant même le schisme entre catholicisme et orthodoxie (survenu en 1054). Et tous continuent, d'une manière ou d'une autre, à reconnaître Athènes, Rome et Jérusalem comme les trois grandes sources de leur héritage spirituel.

Il existe naturellement des raisons historiques qui expliquent la singularité de la Russie et, plus largement, celle du monde orthodoxe, voire de l'Europe orientale dans son ensemble. Des différences culturelles existent, mais elles ne sont pas nécessairement plus marquées entre la Russie et la Pologne qu'entre l'Espagne et la Norvège.

À mes yeux, le principal facteur d'hostilité est avant tout géopolitique. Cette rivalité apparaît avec l'affrontement entre la Moscovie et la République des Deux Nations. Mais il serait anachronique de parler, pour cette époque, d'un conflit avec « l'Occident » : cette catégorie politique et civilisationnelle n'existait pas encore.

D'ailleurs, d'autres nations européennes ont, elles aussi, construit une partie de leur identité en opposition à une certaine idée de l'Occident. On peut penser au *Sonderweg* allemand, cette « voie particulière » que l'Allemagne aurait empruntée, ou encore à l'*Hispanidad* espagnole et à l'hostilité envers les *afrancesados*, accusés d'avoir adopté les idées françaises après les guerres napoléoniennes.

La véritable rivalité géopolitique entre la Russie et les grandes puissances européennes se développe après les partages de la Pologne, le recul de l'Empire ottoman et la victoire sur Napoléon. À partir de ce moment, une partie importante des élites européennes – non seulement les gouvernements, mais aussi les libéraux, les

progressistes, puis les socialistes – voit dans l'Empire russe le principal obstacle au progrès, à la révolution et aux différentes formes d'émancipation politique et sociale.

Il suffit de relire les fondateurs du marxisme. Dans leurs premiers écrits, Marx et Engels qualifiaient l'ensemble des peuples slaves de « peuples réactionnaires » ; ce n'est qu'après les interventions de Karl Kautsky, d'origine tchèque, qu'ils limitèrent cette appréciation aux seuls Russes. Les partis socialistes européens dénonçaient volontiers la Russie tsariste comme une « prison des peuples » et appelaient à lutter contre elle. Les dirigeants de la social-démocratie allemande comptaient parmi les plus virulents. August Bebel concluait ainsi l'un de ses discours contre les projets de guerre impérialiste : « *Mais s'il s'agit d'une guerre contre la Russie, je serai le premier à prendre le fusil* ».

Les choses changent naturellement après 1917, lorsqu'une partie de la gauche européenne commence à voir dans l'Union soviétique un modèle. Comme l'affirmait le *Kominternlied* de 1929, l'objectif ultime était alors la *Weltsowjetunion*, l'Union soviétique mondiale.

Je ne retracerai pas ici toute l'évolution intellectuelle qui a conduit à remplacer la figure des « Slaves réactionnaires » par celle du « totalitarisme russe », présenté comme l'expression de la nature « profonde et immuable » du peuple russe. Derrière ces différents schémas idéologiques se dessinent des réalités géopolitiques.

La Russie est une puissance trop vaste pour avoir jamais pu être réduite au statut de colonie ; sa seule existence constitue donc un facteur d'inquiétude. Paradoxalement, cette inquiétude tient aussi à sa proximité avec l'Europe. Contrairement à la Chine, au Japon, à l'Inde ou à l'Indonésie, qui apparaissent comme des civilisations profondément différentes, la Russie ressemble davantage à un cousin qui revendique sa part du même héritage civilisationnel.

Autrement dit, au-delà des intérêts économiques et stratégiques, il existe aussi des lignes de fracture culturelles, voire psychologiques. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'expliquer ces différences par la psychologie des peuples, l'ignorance se mêle trop souvent aux interprétations arbitraires.

Il n'est sans doute pas anodin que le caractère national russe soit si souvent interprété à travers l'œuvre de Dostoïevski, comme si Raskolnikov ou les frères Karamazov représentaient des figures typiques du peuple russe. On oublie volontiers Tolstoï, Tchekhov, Leskov ou Bounine, qui, d'ailleurs, n'appréciaient guère Dostoïevski.

On en vient parfois à lire la politique d'Alexandre III, pourtant admirateur de l'écrivain, qu'il recevait à sa cour, à travers le prisme de *L'Idiot* ou des *Pauvres Gens*. Mais si l'on parle non plus de littérature, mais de la vie réelle, les entrepreneurs, ingénieurs, officiers ou médecins russes correspondent bien davantage au type du réaliste pragmatique qu'à celui de l'intellectuel porté à l'introspection.

Je ne conteste pas les analyses qui établissent un lien entre la philosophie religieuse de l'Âge d'argent russe² et l'œuvre de Dostoïevski. Il n'en reste pas moins que les révolutionnaires russes le détestaient, et que les bolcheviks, une fois arrivés au pouvoir, ont interdit pendant plusieurs décennies l'étude de ses œuvres à l'école (jusqu'à la seconde moitié des années 1960). Réduire la Russie à une seule tradition intellectuelle ou spirituelle revient à ignorer la pluralité de son histoire.

– Depuis 2022, de nombreux responsables russes proclament un « adieu à l'Occident » et un « pivot décisif vers l'Asie »³. Ce tournant relève-t-il principalement d'une posture politique ou s'accompagne-t-il de transformations réelles ? Observe-t-on, dans les universités et chez les étudiants, un intérêt croissant pour les langues, les cultures et les traditions intellectuelles asiatiques, ou ce mouvement reste-t-il avant tout motivé par des considérations économiques liées aux sanctions ? Peut-on, parallèlement, parler d'un recul de l'intérêt pour l'Europe, ses langues et sa culture ?

A.R. : Le « pivot vers l'Asie » n'est évidemment pas qu'une formule politique. Dans le contexte des sanctions, la Russie doit trouver de nouveaux débouchés pour ses exportations, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz. Les relations avec la Chine et l'Inde ont toujours été importantes, mais il y a aussi beaucoup d'autres partenaires potentiels. Plus largement, nous assistons sans doute à une remise en question de la *Pax Americana*, dans laquelle l'émission de dollars ne suffit plus à compenser la désindustrialisation.

Il est vrai que l'intérêt des jeunes générations pour les pays d'Asie progresse, mais ce phénomène n'est pas propre à la Russie : on l'observe également en France ou aux Pays-Bas. Le nombre d'étudiants apprenant le chinois a sensiblement augmenté,

2. L'« Âge d'argent » de la pensée russe désigne le renouveau intellectuel, philosophique et religieux qui se développe en Russie de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux premières années suivant la révolution de 1917. Il est notamment représenté par Vladimir Soloviev, Nicolas Berdiaev, Serge Boulgakov, Pavel Florenski, Semion Frank ou Lev Chestov.

3. Voir notamment l'entretien avec le stratège russe Sergueï Karaganov : « L'adieu à l'Occident », dans *Politique Internationale*, N°176, Été 2022.

principalement pour des raisons pragmatiques et professionnelles. En revanche, je ne crois pas que les études consacrées à la philosophie chinoise ou indienne aient connu un essor comparable.

Dans les régions russes à majorité musulmane, on observe sans doute un intérêt accru pour l'arabe ou le turc, mais il s'agit rarement de lire Al-Fârâbî ou la poésie soufie dans le texte. L'objectif est avant tout d'acquérir des compétences utiles.

Naturellement, la réduction drastique des échanges avec les universités européennes conduit davantage d'étudiants à se tourner vers la Chine, l'Inde ou le Brésil pour leurs études. Pour autant, on ne constate pas, à ce stade, de recul significatif de l'enseignement des langues européennes ni des études consacrées à la littérature, à l'histoire ou à la philosophie du continent. Rien n'exclut toutefois qu'une telle évolution se produise à plus long terme : les jeunes générations sont généralement très attentives aux débouchés concrets.

Il est probable, par exemple, que l'espagnol sera de plus en plus appris pour travailler avec l'Amérique latine plutôt qu'avec l'Espagne, et le français, en vue d'activités en Afrique francophone plutôt qu'en France.

Je me garderais cependant de surestimer l'attrait qu'exerçait auparavant la haute culture de la « vieille Europe ». Cet intérêt était traditionnellement celui de l'ancienne intelligentsia et il a perduré, dans une certaine mesure, à l'époque soviétique. Mais, au cours des trente dernières années, c'est avant tout l'anglais qui a dominé. Les enfants des nouveaux riches l'apprenaient pour intégrer Oxford ou Stanford ; les autres, plus simplement, pour trouver un emploi dans une entreprise internationale.

Je doute d'ailleurs qu'en France le nombre de personnes étudiant l'allemand ou l'italien soit particulièrement élevé, sans même parler du polonais ou du néerlandais. Dans tous les pays européens, ceux qui s'intéressent à la littérature française, à la philosophie allemande ou à la peinture flamande forment des minorités culturellement importantes, mais numériquement insignifiantes. Leur éventuel déclin tient probablement davantage à la crise générale des humanités qu'à l'évolution des relations internationales.

Je soupçonne d'ailleurs que les lycéens allemands eux-mêmes lisent aujourd'hui assez peu Goethe, Thomas Mann ou les grands romantiques, et je ne suis pas certain que la situation soit très différente en France. Quelle part de cet immense patrimoine littéraire demeure réellement présente dans la culture des jeunes générations ?

Si je m'en tiens enfin à mon propre domaine, celui de la philosophie, la tradition continentale européenne continue d'occuper une place plus importante dans les programmes universitaires russes que la philosophie anglo-saxonne. L'influence de Nietzsche et de Heidegger reste considérable ; celle de Foucault, de Derrida ou de l'École de Francfort demeure tout aussi manifeste. Les étudiants en philosophie consacrent beaucoup plus de temps et d'efforts à l'étude de Platon et d'Aristote, de Descartes et de Hobbes, de Kant et de Hegel qu'à celle des philosophes russes. Je ne pense pas que la situation changera dans les prochaines années, mais je ne serai pas déçu si, avec le recul de la mode du « postmodernisme », on lira un peu moins les représentants de la French Theory.

À vrai dire, le « tournant civilisationnel » dont on parle tant n'existe encore que dans l'esprit d'un cercle relativement restreint d'intellectuels, souvent considérés comme marginaux. Je ne nie pas les qualités intellectuelles d'Alexandre Douguine⁴, mais il ne rassemble autour de lui qu'un public limité. Et lorsqu'il dénonce l'Occident, il le fait moins au nom d'une prétendue civilisation russe autonome qu'en s'inscrivant dans la lignée du Français René Guénon et de l'Italien Julius Evola.

Il faut rappeler, d'ailleurs, que Nikolaï Danilevski, penseur panslaviste⁵, et les eurasistes⁶ occupent une place relativement secondaire dans l'histoire de la pensée russe. Certains membres de ce courant furent d'excellents philosophes, mais ils s'en éloignèrent rapidement, et le mouvement lui-même s'était pratiquement dissous au début des années 1930.

En définitive, le paysage philosophique russe demeure très diversifié : certains restent attachés à différentes formes de marxisme, d'autres se réclament de la philosophie analytique ou de l'herméneutique, tandis qu'un nombre non négligeable d'auteurs cherchent à renouer avec la philosophie religieuse du début du xx^e siècle,

4. Alexandre Douguine (né en 1962) est un philosophe et essayiste russe, associé au néo-eurasisme. Ses travaux portent notamment sur la géopolitique, la philosophie politique et les relations internationales. L'étendue de son influence sur la politique russe contemporaine demeure discutée dans la littérature académique.

5. Nikolaï Danilevski (1822-1885) est un penseur russe, auteur de *La Russie et l'Europe* (1869). Il y défend l'idée que les civilisations constituent des ensembles historiques distincts, dotés de leur propre dynamique de développement, et critique l'idée d'un progrès universel centré sur l'Europe occidentale. Son œuvre occupe une place importante dans l'histoire de la pensée slavophile et civilisationnelle russe.

6. L'eurasisme est un courant intellectuel né au sein de l'émigration russe dans les années 1920, notamment autour de Nikolaï Troubetskoï et Piotr Savitski. Il affirme que la Russie forme une civilisation eurasiatique originale, irréductible aux modèles européens comme asiatiques.

bien davantage qu'avec l'eurasisme, lequel continue d'être regardé avec une grande réserve par l'Église orthodoxe.

Pour ma part, j'apprécie beaucoup certains des premiers représentants de l'eurasisme – Nicolas Troubetzkoï, Piotr Savitski et surtout Nicolas Alexeïev, à la fois philosophe du droit et historien des institutions politiques. Leurs travaux gagnent à être lus, sans pour autant qu'il faille en devenir les disciples ou les admirateurs. Ils ont mis en lumière certaines particularités de la Russie et ce qui la distingue d'une Europe occidentale de tradition catholique. Mais cela ne doit pas faire oublier leurs ressemblances.

– Ce pivot vers l'Asie et cette volonté d'ancrer la Russie comme puissance eurasiatique fondamentalement distincte de l'Europe ne suscitent donc pas une adhésion unanime au sein des cercles dirigeants ? À cet égard, on peut rappeler que les dirigeants russes, Vladimir Poutine en tête, se sont longtemps présentés, du moins jusqu'en 2022, comme les défenseurs des valeurs de la modernité européenne face aux dérives postmodernes et à ce qu'ils percevaient comme une dégradation de la grande civilisation européenne. Certains observateurs ont d'ailleurs relevé avec ironie ce renversement de perspective : la Russie, qui prétendait autrefois défendre l'Occident face au Sud global, se présente désormais comme le défenseur du Sud global face à l'Occident...

A.R. : En Russie, un débat souterrain traverse aujourd'hui les sphères dirigeantes. Certains souhaitent prolonger la ligne qui fut longtemps celle de Poutine : nous serions la véritable Europe, le véritable héritier de la modernité. Dans cette perspective, la Russie ne constituerait pas l'antithèse de l'Occident, mais une autre voie au sein de la civilisation européenne. C'est une position à laquelle je suis personnellement assez sensible, même si je ne la partage pas entièrement, car la Russie possède aussi une tradition propre, remontant notamment à Byzance.

Je ne suis d'ailleurs nullement un « occidentaliste » au sens que ce terme a revêtu en Russie depuis un siècle et demi. Notre propre occidentalisme⁷ a souvent été superficiel et mimétique. Les libéraux russes, puis les socialistes, ont longtemps considéré l'Occident comme un modèle qu'il suffisait de transplanter sur le sol russe, sans prendre en compte les particularités de celui-ci.

7. L'occidentalisme (*zapadnitchestvo*) désigne un courant de pensée russe apparu au XIX^e siècle, dont les partisans estimaient que la Russie devait s'inspirer des institutions, des valeurs et des modèles de développement de l'Europe occidentale. Il s'opposait notamment au courant slavophile.

Il convient de rappeler que les slavophiles⁸ n'étaient pas, à l'origine, des adversaires de l'Europe en tant que telle ; souvent, ils connaissaient l'Europe même mieux que la plupart de ceux qui se réclamaient du camp occidentaliste. D'ailleurs, le mouvement libéral des *zemstva*⁹ dans la seconde moitié du XIX^e siècle, dont sont largement issus les futurs partis cadet et octobriste¹⁰, peut être considéré comme l'un des héritiers du slavophilisme. L'histoire intellectuelle russe est infiniment plus riche que les oppositions simplistes véhiculées par les manuels ou les propagandes partisans.

La grande majorité des fonctionnaires, industriels, députés et autres représentants des élites russes, tout comme l'immense majorité de la population instruite, continuent de se considérer comme européens, même lorsqu'ils vivent aux confins de la Chine. De ce point de vue, Vladimir Poutine et son entourage ne diffèrent guère du reste de la majorité nationale.

Certes, la Russie compte environ 10 % de population traditionnellement musulmane, quelques communautés bouddhistes et même des groupes demeurés attachés à des croyances païennes, comme chez les Maris¹¹. Cela n'a jamais empêché qu'une identité européenne demeure dominante au sein de la société russe.

Les adeptes des théories eurasistes sont toujours demeurés une minorité relativement marginale, dont le grand public ignorait jusqu'à récemment l'existence. Pendant un temps, l'idée eurasienne a bénéficié d'un certain soutien non pas à Moscou, mais au Kazakhstan, dans les premières années du pouvoir de Nazarbaïev. À partir de 2014, c'est la notion pluriséculaire de « monde russe » qui a pris une place prédominante en Russie. Apparue dès le milieu du XII^e siècle dans les écrits de plusieurs évêques pour désigner la communauté spirituelle des Slaves orientaux convertis à l'orthodoxie, elle soulignait à la fois leur différence avec les autres peuples orthodoxes (Grecs, Slaves du Sud) et la formation d'une nouvelle communauté ethnique : les anciennes

8. Le slavophilisme (*slavianofilstvo*) est un courant de pensée russe du XIX^e siècle, représenté notamment par Alexeï Khomiakov, Ivan Kireïevski et les frères Aksakov. Il affirme l'originalité historique, religieuse et culturelle de la Russie et critique l'occidentalisation du pays, tout en valorisant le rôle de l'orthodoxie et de la communauté villageoise (*obchtchina*).

9. Les *zemstva* étaient des institutions d'autonomie locale créées dans l'Empire russe en 1864. Dotées de compétences administratives dans les domaines de l'éducation, de la santé ou encore des infrastructures, elles sont souvent considérées comme l'une des principales expériences de gouvernement local dans la Russie impériale.

10. Les Cadets (Parti constitutionnel démocrate) et les Octobristes (Union du 17-October) étaient deux des principaux partis libéraux de l'Empire russe au début du XX^e siècle.

11. Les Maris sont un peuple finno-ougrien de la moyenne Volga, disposant d'une république autonome (*Mari El*) au sein de la Fédération de Russie.

identités tribales (Polianes, Viatitchés, Krivitchés, Sévériens, etc.) cédant alors la place à une nouvelle identité (« Roussitchi », « Russes »). À l'origine, cette idée se distinguait peu des notions de « monde anglo-saxon », d'Hispanidad, de Francophonie ou de « monde arabe ». Mais après l'effondrement de l'URSS, des millions de Russes se sont retrouvés dans les nouveaux États indépendants, donnant à cette notion une portée politique nouvelle, qui s'est encore accentuée en 2014 avec les restrictions imposées à l'enseignement en russe en Ukraine, les pressions croissantes sur l'Église orthodoxe liée au Patriarcat de Moscou, puis le début des affrontements armés dans le Donbass.

Il y a trois ans, le Kremlin a érigé en doctrine officielle l'idée de « pays-civilisation ». Danilevski et les eurasistes ont été remis à l'honneur, au point qu'un enseignement obligatoire leur a même été consacré dans les universités. Néanmoins, je ne crois pas qu'il faille exagérer la portée de ce tournant. Vladimir Poutine lui-même ne semble pas avoir pleinement fait sienne cette doctrine. Lorsqu'on l'interroge sur une éventuelle idéologie d'État, il renvoie généralement à la Constitution et affirme que le patriotisme constitue un fondement suffisant.

Le renforcement des liens avec les pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine répond avant tout à des impératifs pragmatiques, liés notamment aux sanctions, mais aussi à la nécessité de corriger une orientation extérieure devenue excessivement centrée sur l'Europe et les États-Unis. Il ne s'agit pas, à mes yeux, d'un véritable « choix civilisationnel ». La conscience collective russe n'a pas encore profondément changé.

– Pensez-vous que le « pivot vers l'Asie » et les déclarations d'« adieu à l'Europe » soient appelés à s'inscrire dans la durée ?

A.R. : L'évolution de ce discours dépendra avant tout de l'évolution des relations entre la Russie et l'Occident. Toute mobilisation politique durable suppose l'existence d'une image de l'ennemi, et les déclarations ainsi que les décisions de nombreux responsables européens viennent aujourd'hui alimenter ce narratif.

Si la guerre en Ukraine devait prendre fin dans un avenir relativement proche, cette pression idéologique pourrait retomber. D'autant que les élites russes redoutent souvent davantage une dépendance excessive à l'égard de la Chine qu'un rapprochement avec l'Union européenne : personne ne souhaite devenir le « partenaire junior » de Pékin.

En revanche, si le conflit en Ukraine devait se prolonger encore deux ou trois ans et si les démocrates revenaient au pouvoir aux États-Unis, la possibilité d'un

affrontement direct avec ce que l'on appelle l'« Occident collectif » pourrait de nouveau s'accroître. Une provocation volontaire ou un incident non maîtrisé pourrait alors devenir l'élément déclencheur de ce conflit de grande envergure. Je doute cependant que les Européens parviennent à reconstruire leur appareil militaire d'ici à 2030 ; les difficultés de recrutement dans les armées en témoignent. Mais dans un contexte marqué par la perspective d'une guerre, par l'intensification de la propagande et des opérations informationnelles, la rhétorique anti-occidentale, et plus particulièrement anti-européenne, continuera vraisemblablement à se renforcer. Les constructions géopolitiques ou « civilisationnelles » viendront la chapeauter.

Dès lors, les sympathies intellectuelles personnelles de Vladimir Poutine importent relativement peu, même si les auteurs qu'il cite volontiers, comme Nicolas Berdiaev¹² ou Ivan Iline¹³, furent tous deux des adversaires résolus de l'eurasisme sous toutes ses formes. Hier, il pouvait se présenter comme le défenseur de l'Occident face au terrorisme islamiste ; aujourd'hui, il peut mettre en avant une alliance avec les peuples ayant connu la domination coloniale. La raison d'État demeure une constante de la politique.

Il importe de rappeler que la position du Kremlin dans ce conflit a toujours été essentiellement réactive, y compris sur le plan idéologique. Le pivot vers l'Asie, les discours d'adieu à l'Europe et le succès relatif des idées eurasistes constituent avant tout une réaction à la dégradation des relations avec l'Occident et aux politiques européennes perçues en Russie comme de plus en plus hostiles, bien avant le déclenchement de l'opération en Ukraine.

– Depuis quelques années, responsables politiques et observateurs russes recourent fréquemment à la notion d'« Occident collectif », présenté comme un bloc politique, culturel et idéologique hostile à la Russie. Certains en font remonter les origines à la naissance de l'Empire d'Occident, rival de Byzance dans la revendication de l'héritage romain ; d'autres, à l'instar d'Immanuel Wallerstein, les situent dans l'expansion coloniale et la formation d'une économie-monde centrée sur l'Europe occidentale ; d'autres encore estiment que cet « Occident collectif » ne prend véritablement forme qu'à l'époque de la guerre de Crimée. Dans L'Occidentisme.

12. Nicolas Berdiaev (1874-1948) est un philosophe religieux russe, figure majeure de l'émigration intellectuelle. Défenseur d'une Russie profondément ancrée dans la tradition européenne et chrétienne, il fut un critique constant de l'eurasisme.

13. Ivan Iline (1883-1954) est un philosophe et juriste russe de l'émigration, auteur d'une œuvre consacrée à la philosophie du droit, à l'État et à la tradition spirituelle russe.

Essai sur le triomphe d'une idéologie, *Alexandre Zinoviev*¹⁴ distinguait l'Occident comme réalité historique et géographique de l'« occidentalisme », idéologie universaliste fondée sur la conviction de sa propre supériorité et la prétention à ériger ses normes en modèle universel. Comment comprenez-vous cette notion d'« Occident collectif » ? Correspond-elle, selon vous, à une réalité historique durable ou relève-t-elle avant tout d'une construction idéologique ?

A.R. : La question de l'existence d'un « Occident collectif » ou d'un « occidentalisme » est loin d'être secondaire. Il y a quelques années, j'ai consacré un article au philosophe catholique italien Michele Federico Sciacca¹⁵, qui écrivait, dans un ouvrage publié en 1970 mais conçu dès les années 1950, que le véritable Occident était en train d'être détruit par l'*occidentalismo*, c'est-à-dire par une caricature vulgaire et dégradée de lui-même.

On nous a longtemps invités à considérer les nations et les classes sociales comme des « communautés imaginées ». À bien des égards, cette idée peut aussi s'appliquer à l'« Occident collectif ». Les auteurs divergent sur ses origines : certains les font remonter à l'an 800, d'autres à l'expansion coloniale ou encore à la guerre de Crimée. Mais le mécanisme est toujours le même : une identité collective se construit en s'opposant à un adversaire, généralement assimilé au « barbare ».

Cette logique n'a d'ailleurs rien de spécifiquement occidental. Toutes les grandes civilisations ont construit leur identité de cette manière. Dans l'Égypte du Moyen Empire, il y a près de quatre mille ans, on pouvait déjà lire : « *Misérable est l'Asiatique, et misérable est le pays où il vit* ». En Chine, seuls les habitants de l'Empire du Milieu étaient pleinement considérés comme des êtres civilisés. L'opposition entre Europe et Asie, entre Orient et Occident, est donc bien antérieure aux constructions politiques contemporaines.

Je recommande d'ailleurs la lecture du livre de l'historien français Emmanuel Berl, *Europe et Asie* (Gallimard, 1946). Si mes souvenirs sont exacts, il montre avec justesse que l'une des matrices essentielles de cette opposition réside dans les vagues successives de peuples venus des steppes qui déferlèrent sur une Europe devenue chrétienne : après les Huns vinrent les Avars, les Hongrois, les Petchénègues, les Coumans et les Mongols ; il faut y ajouter les conquêtes arabes puis l'expansion

14. Alexandre Zinoviev (1922-2006) est un philosophe, sociologue et écrivain russe. Dissident à l'époque soviétique, il s'exile en Occident en 1978 avant de revenir en Russie en 1999.

15. Michele Federico Sciacca (1908-1975) est un philosophe italien, représentant du spiritualisme chrétien. Son œuvre est consacrée à la métaphysique, à la philosophie de la culture et à une critique du matérialisme et du relativisme modernes.

ottomane. Ce processus s'étend sur plusieurs siècles, jusqu'au siège de Vienne par les Ottomans, à la fin du ^{xvii}^e siècle.

Autrement dit, l'opposition fondamentale ne me semble pas tant antique que médiévale, et elle revêt une forte dimension religieuse. De ce point de vue, les Byzantins comme les Slaves orientaux appartenaient pleinement à la chrétienté. Byzance repoussa les armées arabes, vainquit les Petchénègues et intégra progressivement les Bulgares convertis à l'orthodoxie. Malgré le schisme du ^{xi}^e siècle, les premiers croisés considéraient encore l'Empire des Comnènes comme un allié.

En ce sens, l'un des éléments essentiels de la généalogie européenne réside dans la lutte contre les peuples des steppes et contre l'expansion de l'islam. Il ne faut pas oublier qu'au ^{xii}^e siècle les grandes villes d'Europe occidentale demeuraient de modestes centres urbains comparées à Constantinople, Bagdad, Damas ou même Cordoue. Ce n'est que bien plus tard que les Européens se sont perçus comme le centre du monde.

Je ne reviendrai pas ici sur toute l'histoire des Temps modernes. Les grandes découvertes et les empires coloniaux précèdent la révolution scientifique et l'industrialisation. Les Européens avaient acquis, au fil de leurs guerres incessantes, une supériorité militaire qui leur permit de dominer une grande partie du monde. Mais il me paraît excessif d'en faire les inventeurs universels de l'oppression ou de l'esclavage, comme le suggèrent parfois certaines lectures contemporaines inspirées de la pensée décoloniale. L'esclavage a existé dans presque toutes les civilisations ; les Européens sont aussi ceux qui ont fini par l'abolir. Les marchands arabes participèrent largement à la traite, et certaines formes d'esclavage subsistent encore aujourd'hui dans quelques régions du monde. Depuis le passage de la chasse et de la cueillette aux sociétés agricoles, toutes les civilisations ont reposé sur des formes de domination ; seules leurs modalités ont changé.

Si l'on revient aux relations avec la Russie, je dirais que l'« Occident collectif » commence véritablement à prendre corps au moment de la guerre de Crimée. Des représentations de la « barbarie moscovite » existaient déjà auparavant, mais c'est à partir de cette période qu'elles se cristallisent et se consolident. Elles peuvent ensuite s'atténuer dans certains pays, comme en France après le rapprochement avec Alexandre III, tout en se renforçant ailleurs.

Aujourd'hui, l'insistance avec laquelle on invoque les « valeurs occidentales » me paraît moins le signe d'une force que celui d'une fragilité. À la fin du ^{xix}^e siècle, lorsque la suprématie britannique ou française allait de soi, nul n'avait besoin de

la proclamer sans cesse. Lorsque la concurrence économique s'intensifie, que l'industrie décline, que les difficultés énergétiques s'accumulent et que les systèmes éducatifs ou scientifiques montrent leurs limites, le discours sur les valeurs tend à prendre le relais. Toute société a besoin de récits collectifs pour assurer sa cohésion.

Pour autant, je me dissocie de ceux qui annoncent avec jubilation le déclin ou l'effondrement de l'Europe. Les propagandes se répondent souvent comme dans un jeu de miroirs : certains dénoncent aujourd'hui la décadence occidentale, mais il suffit qu'un pays européen augmente son budget militaire pour que les mêmes évoquent aussitôt le retour d'un « fascisme éternel ». C'est, au fond, le reflet des représentations dominantes de la Russie dans une partie des médias occidentaux.

Malheureusement, je ne suis pas certain que ce climat soit appelé à s'améliorer dans un avenir proche.

– *Comment définiriez-vous ce que Sciacca appelait une « caricature vulgaire et dégradée » de la civilisation européenne ? À quel moment apparaît, selon vous, cet « occidentalisme » ? Et, à l'inverse, qu'est-ce que le « véritable Occident » ?*

A.R. : La question est de savoir à partir de quel critère peut-on distinguer une Europe « authentique » d'une Europe qui ne serait qu'une déformation de son essence ? L'histoire, à la différence de la philosophie de Platon, ne connaît pas d'archétypes intemporels.

Ce qui me frappe chez Sciacca, c'est sa remarquable capacité d'anticipation. Dès 1970, il soutenait que l'*occidentalismo* dénaturait à la fois le libéralisme classique du bourgeois européen – ce citoyen solidement ancré dans le réel, qui avait conquis les droits et les libertés contre les privilèges aristocratiques et l'absolutisme – et le socialisme du mouvement ouvrier, qui ne revendiquait pas seulement une amélioration des conditions matérielles, mais aussi la dignité et l'égalité de ceux qui vivaient de leur travail.

Aujourd'hui, alors que le vieux clivage entre droite et gauche est largement dépassé, lorsqu'il est encore question de droits et de libertés, le débat porte le plus souvent sur des minorités spécifiques, tandis que les intérêts ou les préoccupations de la majorité historique qui constitue le cœur des nations européennes semblent relégués au second plan.

L'*occidentalisme* tend précisément à marginaliser ce qui a fait de l'Europe, en quelques siècles, le berceau de la science moderne, de formes politiques nouvelles, ainsi que d'une littérature, d'une philosophie et d'une musique d'une richesse exceptionnelle.

Le grand essor européen s'est accompli à l'époque baroque, entre le xvii^e et le début du xviii^e siècle. Haendel et Bach étaient les contemporains de Leibniz et de Newton ; compositeurs et savants partageaient alors une profonde culture chrétienne. Cette continuité ne s'est d'ailleurs pas interrompue avec les Lumières : Kant affirmait limiter le savoir pour faire place à la foi, tandis que Fichte consacrait un traité entier à la « vie bienheureuse ». Les députés du Parlement européen se lèvent aujourd'hui au son de l'*Ode à la joie*, mais peu se souviennent qu'à l'origine, le texte de Schiller est un hymne d'inspiration déiste célébrant l'ordre divin.

Si je devais définir le « véritable Occident », j'y verrais avant tout une longue continuité historique : la théologie de la Sorbonne et la mystique rhénane, les artistes de la Renaissance, les philosophes des Lumières, les grandes constructions intellectuelles et politiques qui, depuis Isidore de Séville et la renaissance carolingienne, ont façonné la civilisation européenne.

Cette histoire est faite de guerres, de croisades et d'échanges commerciaux ; elle comprend aussi la « révolution communale » des xi^e et xii^e siècles, lorsque les villes s'émancipèrent du pouvoir féodal, ainsi que l'action de grands hommes d'État – Richelieu ou Bismarck, par exemple – qui contribuèrent à donner naissance aux nations modernes.

J'ai tendance à regarder l'histoire avec une sensibilité assez proche de celle de Constantin Léontiev¹⁶, c'est-à-dire sous un angle esthétique. Le passé européen possède une grandeur qui force l'admiration, et le continent continue aujourd'hui encore de vivre en grande partie sur l'héritage accumulé au cours de ces siècles, héritage qu'il a d'ailleurs largement partagé avec le reste du monde.

Or, j'ai le sentiment que cet héritage est aujourd'hui progressivement dilapidé, parfois même renié. Le dernier grand élan de l'Europe fut probablement celui de la reconstruction de l'après-guerre, pendant les Trente Glorieuses, lorsque l'effort économique et social était porté par la nécessité de proposer une alternative crédible au modèle soviétique. L'Occident constituait alors le centre incontesté du système mondial.

Après la fin de la guerre froide et la disparition de son principal rival, ce centre a progressivement perdu son dynamisme. Selon moi, il a laissé se développer une

16. Constantin Léontiev (1831-1891) est un philosophe, écrivain et diplomate russe. Penseur conservateur, il est notamment connu pour sa conception esthétique de l'histoire et pour l'importance qu'il accorde aux traditions byzantine et orthodoxe dans le développement de la civilisation russe.

forme de domination de la finance dont certaines conséquences – la désindustrialisation, notamment – ont entraîné de profondes transformations des structures sociales ainsi que des systèmes éducatifs et scientifiques. Les États-Unis ont eux aussi été touchés, mais cette évolution me paraît avoir été particulièrement marquée en Europe.

Je ne multiplierai pas les exemples des faiblesses des élites politiques contemporaines. Disons simplement qu'elles donnent parfois le sentiment de piloter le déclin plutôt que de porter un véritable projet historique, et cela au moment même où émergent de nouveaux pôles de puissance. Il suffit d'observer la progression économique de pays comme le Brésil ou l'Indonésie, sans même parler de la Chine ou de l'Inde.

Pour autant, je ne crois pas que ce déclin soit inéluctable. L'Europe a déjà connu des périodes de décadence, de doute et de crise. Dans les années 1820, Hegel écrivait que le continent ressemblait à une prison où seuls les geôliers, ou ceux qui s'étaient habitués à leur cellule, se croyaient libres. Quelques décennies plus tard, la révolution industrielle, l'émergence de nouvelles classes sociales et les bouleversements politiques de 1848 transformèrent pourtant l'Europe en véritable centre de gravité du monde.

Cette ascension ne s'explique pas seulement par l'expansion coloniale. Elle fut aussi le produit de la science, du progrès technique, de l'esprit d'entreprise, de l'inventivité des ingénieurs et de l'essor d'une main-d'œuvre souvent issue de familles paysannes récemment urbanisées.

On retrouve aujourd'hui cette énergie créatrice dans plusieurs pays émergents et, dans une certaine mesure, aux États-Unis. Ce qui me semble en revanche faire défaut à l'Europe contemporaine, c'est précisément cette capacité d'innovation et cette confiance dans l'initiative individuelle. Une bureaucratie toujours plus lourde et envahissante risque de décourager ceux qui entreprennent et produisent, au profit d'une logique essentiellement redistributive et administrative.

– *Dans son ouvrage La Défaite de l'Occident, qui a rencontré un certain retentissement, Emmanuel Todd relie l'affaiblissement de l'Occident à l'érosion du protestantisme et des valeurs qui, selon lui, ont constitué le fondement de l'Occident moderne...*

A.R. : Je serais enclin à nuancer la thèse d'Emmanuel Todd concernant l'éthique protestante. Elle reprend d'ailleurs, sous une forme renouvelée, des idées

formulées il y a un demi-siècle par Daniel Bell dans *Vers la société post-industrielle* (1973), et, avant lui, par Joseph Schumpeter.

Je n'attribuerais pas exclusivement ce dynamisme ancien au protestantisme. Il me semble qu'il faut plutôt parler d'une éthique du travail propre aux sociétés pré-industrielles, qui s'est maintenue chez les ouvriers comme chez les employés de bureau à l'époque industrielle, mais qui est devenue en partie superflue dans un monde dominé par la consommation.

À cette évolution correspondent l'essor de l'hédonisme et du conformisme : les *inner-directed men* cèdent la place aux *other-directed men*, pour reprendre la célèbre distinction de David Riesman. Il serait vain d'énumérer ici tout ce qui a été écrit sur cette question depuis Max Weber et Werner Sombart.

Dans le contexte qui nous occupe, un seul fait me paraît véritablement significatif : l'esprit d'entreprise demeure vivant dans la Chine et le Vietnam communistes, tandis qu'en Europe il est progressivement étouffé par les héritiers mêmes de ces citadins – les bourgeois – qui, à partir de la « révolution urbaine » des XII^e et XIII^e siècles décrite par Jacques Le Goff, ont édifié cette civilisation de marchands et d'artisans laborieux et entreprenants, où sont également nées les premières institutions parlementaires.

C'est pourquoi je définirais finalement *l'occidentalisme* comme l'idéologie de ceux qui renient l'héritage de quarante ou cinquante générations de leurs ancêtres. Persuadés d'incarner l'aboutissement de l'histoire, ils ne retiennent du passé que ce qui correspond à leurs principales aspirations : consommer sans produire, regarder le reste du monde avec condescendance et imposer aux autres peuples leur propre horizon intellectuel, de plus en plus étroit.

On ne peut s'empêcher de penser ici au « *dernier homme* » de Nietzsche : « *La terre sera devenue petite, et sur elle sautillera le dernier homme, celui qui rapetisse toute chose* ». Les progressistes semblent avoir décrété que le but du progrès a été atteint et que le « paradis » européen est désormais réalisé.

On célèbre les « valeurs européennes », mais celles-ci tendent de plus en plus à se réduire à une simple tolérance à l'égard de tout ce que les ancêtres des Européens d'aujourd'hui considéraient comme des péchés capitaux. Or, comme chacun sait, au premier rang d'entre eux figure l'orgueil.

– *Peut-on considérer que la montée actuelle des mouvements qualifiés de « populistes » – le plus souvent nationaux-conservateurs, mais pas exclusivement – constitue*

en Europe une forme de révolte de « l'Occident originel » contre une version contemporaine jugée décadente ? Quelles sont, selon vous, les perspectives de ces mouvements ?

A.R. : Le terme de « populisme » est avant tout une étiquette forgée par les adversaires des « populistes » pour les discréditer. Cette appellation est d'ailleurs relativement récente et, à cet égard, révélatrice. En France, ni les gaullistes ni les communistes ne voyaient d'inconvénient à être qualifiés de « populaires », tandis qu'en République fédérale d'Allemagne, aussi bien la CDU que le SPD se définissaient volontiers comme des *Volksparteien*, des « partis du peuple ».

Être démocrate, au sens premier du terme, c'est-à-dire défendre le gouvernement du peuple et tenir compte des attentes des couches populaires, relève de la pratique normale de toutes les sociétés qui ont renoncé aux privilèges de l'Ancien Régime. Si l'on entend par « populisme » le recours à la démagogie, je ne vois pas en quoi les partis actuellement au pouvoir, avec leurs promesses récurrentes de progrès et de prospérité, y seraient moins enclins. Que valent aujourd'hui les promesses de Macron, de Starmer ou de Merz ?

Lorsque les formations qualifiées de « populistes » accèdent aux responsabilités, elles gouvernent généralement de manière prudente et pragmatique, parfois avec davantage d'efficacité que ceux qu'elles remplacent. On peut songer, par exemple, au gouvernement de Giorgia Meloni.

Il est vrai que ces partis et ces mouvements sont, dans l'ensemble, plus proches de l'Occident originel. Ils cherchent à enrayer, ou du moins à ralentir, un processus qu'ils perçoivent comme un déclin. À leurs yeux, cela passe notamment par une réforme de l'Union européenne et par la restitution de certaines prérogatives aux États-nations, condition indispensable pour maîtriser une immigration aujourd'hui largement incontrôlée. Cela implique également un retour à une politique économique plus réaliste : vivre à crédit et faire peser sur les générations futures le financement des retraites et de l'immigration devient de plus en plus difficilement soutenable. Ils peuvent également proposer des évolutions en matière de politique étrangère.

Cependant, les chances que ces mouvements puissent substantiellement changer la donne et redresser la situation sont relativement limitées. Ils ne pourraient probablement atteindre leurs principaux objectifs qu'à la faveur d'une crise majeure de la zone euro et des institutions qui structurent aujourd'hui l'Europe. Perspective peu enviable que d'accéder au pouvoir au milieu des ruines. À défaut d'un tel

bouleversement, tout sera mis en œuvre pour leur barrer la route : mobilisation de l'appareil médiatique, instrumentalisation des inquiétudes des retraités quant à leurs économies libellées en euros et réactivation permanente du slogan : « Le fascisme ne passera pas ».

Certains de ces mouvements portent des idées et des programmes plus convaincants que d'autres, mais je ne leur vois pas, dans l'ensemble, de projet d'avenir véritablement tenable. Cette question mériterait toutefois un développement spécifique, tant les situations nationales diffèrent : l'Allemagne n'est ni l'Espagne ni les Pays-Bas, pas plus que la Slovaquie n'est la Pologne.

– Ces mouvements sont souvent présentés - et discrédités - comme prorusses. Durant les campagnes électorales, leurs adversaires les décrivent régulièrement comme des relais du Kremlin. Est-il justifié d'y voir des alliés potentiels de la Russie ? Et, d'ailleurs, sont-ils perçus comme tels là-bas ?

A.R. : Globalement, ces mouvements ne sont nullement prorusses ; nombre d'entre eux sont plutôt pro-américains, ou plus précisément pro-MAGA. Ils ne peuvent donc pas être considérés comme des alliés de la Russie. L'existence d'un adversaire commun peut créer des rapprochements, y compris avec une personnalité telle que l'actuel président américain, mais la géopolitique demeure une réalité objective. Des alliances temporaires sont possibles ; on peut espérer davantage de réalisme dans les relations économiques, ainsi que la fin de certaines aventures et provocations. Ce serait, en réalité, un simple retour à la normalité qui prévalait encore autour de 2010.

Les dirigeants de cette époque n'étaient nullement des alliés de la Russie, et Moscou n'avait d'ailleurs pas besoin qu'ils le soient. Comme le rappelait Alexandre III, les seuls véritables alliés de la Russie sont son armée et sa flotte.

Personne ne nourrit d'illusions quant à une quelconque « russophilie » de certains partis occidentaux : elle n'a jamais existé et n'existera probablement jamais. Le problème est qu'aujourd'hui ces élites se comportent comme des adversaires déclarés, prêts à mener des guerres par procuration après avoir soutenu une nouvelle « révolution de couleur ».

Les liens économiques et culturels mutuellement profitables qui existaient avant 2014 n'ont pas empêché la dégradation des relations. Certains estiment que les élites actuelles ne défendent plus prioritairement les intérêts nationaux, en raison de leurs liens étroits avec des acteurs transnationaux ou de grands réseaux

économiques mondialisés. Si les dirigeants qui leur succéderont cherchent davantage à défendre les intérêts de leurs propres pays, cela pourrait être bénéfique tant pour leurs populations que pour les relations avec la Russie.

Vladimir Poutine a souvent employé le terme de « partenaires », plutôt que celui d'« alliés ». C'est sans doute ainsi qu'il faudrait envisager les nouvelles droites européennes : comme d'éventuels partenaires avec lesquels il pourrait redevenir possible d'entretenir un dialogue.

– Qu'oppose aujourd'hui la Russie à l'« Occident collectif » ? Quel est le noyau de valeurs, l'idée nationale qui guide son action ? S'agit-il d'une synthèse entre un « Empire 2.0 » et une « URSS 2.0 » ?

A.R. : Pour ma part, je ne crois guère à une restauration de l'un ou de l'autre. Le fleuve héraclitéen de l'histoire ne remonte jamais son cours. Aux rêveurs, on peut seulement rappeler qu'il est inutile, et même dangereux, de prendre ses fantasmes pour la réalité. Le président russe, lui, s'exprime assez rarement sur cette question et demeure dans les limites fixées par la Constitution. Pour lui, l'idée nationale se résume essentiellement au patriotisme. Autrement dit, il s'agit d'une idée défensive, conservatrice et protectrice, mais nullement messianique. La Russie ne dispose pas, à proprement parler, d'une idéologie d'État, alors que l'idée nationale constituerait normalement le noyau d'une telle idéologie.

Je pense que cette posture est justifiée. Vouloir formuler une doctrine obligatoire aussi bien pour un agriculteur que pour un banquier, pour un cosaque du Don que pour un mollah du Daghestan, pour un communiste que pour un libertarien, n'est pas seulement absurde : c'est aussi potentiellement dangereux pour le pays. Pour un monarchiste orthodoxe, les valeurs à préserver ne sont évidemment pas les mêmes que pour un communiste. C'est pourquoi toutes les tentatives visant à définir les « valeurs traditionnelles russes » aboutissent généralement à des résultats assez décevants.

Le plus souvent, ces valeurs sont présentées sous la forme d'une opposition entre le collectivisme - qu'on l'appelle esprit communautaire ou *sobornost* - et le libéralisme occidental, assimilé à l'individualisme consumériste et à toutes les formes de permissivité.

Il serait exagéré de prétendre qu'une telle représentation ne trouve aucun appui dans la réalité historique. Mais ceux qui développent ce type de discours connaissent rarement l'histoire des autres civilisations, et pas seulement celle des royaumes

asiatiques ou de l'Égypte ancienne : l'Europe elle-même a connu de nombreuses formes de collectivisme et de paternalisme comparables à celles de la Russie.

La Russie contemporaine est d'ailleurs, paradoxalement, l'un des pays les plus individualistes du monde. Les liens communautaires y sont particulièrement faibles ; il est souvent difficile d'y organiser la moindre forme d'autogestion, y compris au sein d'une copropriété immobilière, et ce que l'on appelle la société civile y demeure relativement peu développé. Cette situation ne résulte d'ailleurs pas principalement d'une contrainte imposée d'en haut. C'est précisément durant les décennies du « collectivisme » soviétique que les anciennes traditions locales d'autonomie et d'auto-administration ont largement disparu.

L'assise électorale du parti au pouvoir repose aujourd'hui sur une vaste couche de petits et moyens propriétaires, d'entrepreneurs individuels et de travailleurs indépendants, souvent débrouillards et pragmatiques. Une sorte de contrat social tacite s'est instauré : nous vous laissons gouverner et administrer le pays, à condition que vous n'interveniez pas excessivement dans nos affaires privées. Les tensions actuelles tiennent largement au fait que les autorités ont commencé à fragiliser cet équilibre, notamment à travers l'alourdissement de la fiscalité et le développement du contrôle numérique.

Les véritables adeptes des « valeurs traditionnelles » sont peu nombreux. Les orthodoxes pratiquants assidument représentent environ 7 à 8 % de la population ; les autres croyants fréquentent l'église beaucoup plus rarement. Une certaine nostalgie de l'Union soviétique subsiste chez une partie importante des retraités, mais les communistes convaincus sont aujourd'hui minoritaires, y compris au sein du Parti communiste lui-même. Une partie d'entre eux préfère soutenir de petites formations marginales qui continuent à chanter « c'est la lutte finale », mais qui n'exercent plus aucune influence réelle sur le monde ouvrier. Les affirmations relatives aux « valeurs traditionnelles du peuple russe » renvoient donc soit à une catégorie vide, soit à des principes largement partagés avec d'autres peuples : l'égalité, la solidarité ou encore les idéaux moraux communs à l'ensemble du christianisme, comme l'amour du prochain. Mais la lecture de la *Deuxième épître aux Corinthiens* de l'apôtre Paul ne saurait, à elle seule, constituer une idée nationale.

On peut certes soutenir que « nous, les Russes », sommes restés fidèles à ces idéaux alors que d'autres les auraient trahis. Cependant, le constat – souvent justifié – des dérives postmodernes observables en Occident ne suffit pas à définir positivement notre singularité. Tout au plus pourrait-on dire que nous n'avons pas encore succombé aux mêmes tentations ni aux mêmes péchés qui, selon certains, minent les

sociétés européennes et américaines. Mais je doute personnellement du bien-fondé d'une telle prétention. Certes, notre État affirme son attachement aux valeurs familiales et interdit certaines formes de radicalité idéologique, comme la possibilité offerte à des mineurs de choisir eux-mêmes leur sexe. Mais cela ne réduit ni le nombre des divorces ni celui des avortements.

– Si ni l'eurasisme ni le discours sur les « valeurs traditionnelles » n'expliquent de manière satisfaisante l'évolution du regard russe sur l'Europe, quels sont les véritables facteurs qui transforment la perception de l'Europe au sein des classes moyennes russes ?

A.R. D'un point de vue sociologique, c'est précisément ce groupe social qui joue un rôle déterminant dans l'évolution du rapport à l'Europe. Il ne s'agit pas de quelques centaines de milliers d'intellectuels, ni d'une élite dirigeante plus ou moins éclairée, mais de ces quelque dix millions de propriétaires apparus au cours des dernières décennies.

Avec les sanctions, certains ont subi des pertes à la suite de la rupture de leurs relations d'affaires, tandis que d'autres ne peuvent plus partir en vacances sur les plages d'Espagne ou d'Italie, boire une bière à l'*Oktoberfest* de Munich ou skier en Suisse. Les cathédrales et les musées n'ont jamais été leur principale motivation : telle est notre classe moyenne, qui diffère finalement assez peu de ses équivalents dans le reste du monde. Dans son rapport à l'Europe, l'entrepreneur russe de province ressemble davantage à un entrepreneur américain de l'Oklahoma ou du Texas.

Il faut être extrêmement naïf ou ignorant - comme certains fonctionnaires de Bruxelles ou députés de Strasbourg - pour imaginer que ces gens en rendront Poutine responsable et rejoindront l'opposition. À leurs yeux, les dirigeants européens sont avant tout hypocrites : lequel d'entre eux a proposé des sanctions contre les États-Unis lorsque ceux-ci, tout en menant des négociations en Suisse, ont engagé des opérations militaires contre l'Iran en éliminant les plus hautes autorités d'un État souverain ?

À cette hypocrisie s'ajoutent l'inefficacité et les discours creux qui tiennent lieu d'action. Malgré toutes leurs critiques envers la bureaucratie russe, ces citoyens savent qu'il est infiniment plus difficile de créer une entreprise en Europe et que les impôts y sont plusieurs fois plus élevés. Ils ont visité les villes européennes et constatent que Kazan ou Ekaterinbourg sont plus sûres, plus propres et mieux entretenues que Cologne ou Francfort (sans même parler de Marseille !).

Lorsque Ursula von der Leyen se pose en donneuse de leçons de morale et que Greta Thunberg est érigée en modèle pour la jeunesse, ils accueillent cela avec sarcasme. Les enfants de cette classe sociale entrent aujourd'hui dans les facultés d'économie, de droit, de management ou d'administration publique et y développent déjà une forme de méfiance, voire de mépris envers l'Occident. Ainsi se dessinent les bases de relations difficiles avec l'Europe pour les décennies à venir.

Pour expliquer cette évolution du regard porté sur l'Europe, les appels à l'histoire russe ou à la foi orthodoxe ne sont donc ni indispensables ni réellement déterminants. Notre télévision exploite surtout les occasions que lui offrent les responsables politiques européens – à commencer par les « faucons baltes » – par leurs déclarations belliqueuses.

– Si je comprends bien, contrairement à de nombreux stratèges et géopolitologues russes, vous ne voyez pas de réelle utilité à la formulation d'une idée nationale ?

A.R. : En effet, les interminables controverses autour de la *russkaya ideia*, de l'« idée russe », ne m'enthousiasment guère. Vladimir Soloviev écrivait que l'idée propre à un peuple, comme celle de toute nation, n'est véritablement connue que de Dieu seul. Hegel, quant à lui, voyait dans la Providence le dessein de faire du peuple allemand le porteur de l'Idée absolue au terme de l'histoire. Je ne crois pas qu'il soit souhaitable de s'engager dans une telle voie.

Pour l'heure, toute cette rhétorique se résume souvent à une idée simple : les Russes empêcheraient le monde de tomber sous la domination d'un Occident libéral uniformisateur et destructeur des cultures.

Cette idée n'a pourtant rien de nouveau et ne me paraît guère féconde. Nous vivons aujourd'hui une époque où plusieurs milliards d'êtres humains, issus de pays longtemps colonisés ou placés dans une situation de dépendance à l'égard de l'Occident, font désormais pleinement leur entrée sur la scène de l'histoire mondiale. Ils ont beaucoup appris de l'Occident et sont devenus ses concurrents.

Le fait que la Russie se soit retrouvée, selon cette lecture, en conflit avec les États-Unis et l'Union européenne ne fait pas d'elle, pour autant, la puissance appelée à guider ces peuples. Nous sommes confrontés aux mêmes difficultés que les Européens : crise démographique, ralentissement de la croissance économique, stagnation scientifique et éducative.

La place que la Russie, comme la France, l'Italie ou le Canada, occupera dans le monde en 2050 dépendra avant tout de ses propres efforts. Pour y parvenir, il faut

travailler, entreprendre, prendre des risques et construire l'avenir, plutôt que vivre sur l'héritage accumulé par les générations précédentes.

En raison de sa géographie, de l'immensité de ses ressources naturelles et de ses liens historiques non seulement avec l'Europe, mais aussi avec la Chine, l'Inde et de nombreux autres pays, la Russie a tout intérêt à devenir un vaste espace de circulation et un vecteur d'intégration du continent eurasiatique. Jusqu'ici, les États-Unis ont largement contribué à entraver, voire à compromettre, cette perspective.

À mes yeux, cette vocation est infiniment plus conforme aux intérêts de la Russie que celle d'un hypothétique « ennemi juré de l'Occident ». La Russie n'a d'ailleurs jamais véritablement occupé cette place. Enfin, aux yeux d'un Pakistanais ou d'un Égyptien, nous demeurons avant tout des Européens, que cela plaise ou non aux responsables politiques de Bruxelles comme aux partisans russes du néo-eurasisme.

– Plusieurs chercheurs estiment que la Russie contemporaine conserve de nombreux traits impériaux et demeure animée par un « logiciel impérial », qu'ils considèrent ce dernier comme un héritage positif, négatif ou neutre. Partagez-vous cette analyse ? Peut-on encore qualifier la Russie d'empire ?

A.R. : La Russie est à la fois l'héritière de la « Troisième Rome » et de la « Troisième Internationale », ce qui explique qu'elle continue souvent d'être perçue comme une puissance impériale. Pour ma part, je ne considère ni possible ni souhaitable un retour à la monarchie orthodoxe, pas davantage qu'une restauration de l'Union soviétique.

Dans les faits, depuis la disparition de l'URSS, nous nous sommes plutôt rapprochés du modèle de l'État-nation. Environ 85 % de la population est aujourd'hui composée de Russes ethniques. Une part importante de ceux qui, lors des recensements, se déclarent Ukrainiens, Polonais, Allemands ou membres d'autres groupes ne disposant pas d'une autonomie territoriale est, dans les faits, largement russifiée. Il en va de même d'une partie non négligeable des habitants des républiques autonomes : la population urbaine de Carélie ou de Mordovie, par exemple, s'exprime presque exclusivement en russe. En dehors de leurs républiques respectives, les Tatars, les Iakoutes ou les Maris ne maîtrisent souvent plus leur langue d'origine.

Il est vrai que l'héritage impérial demeure perceptible dans les mécanismes d'intégration des élites des périphéries, notamment dans les républiques du Caucase. Mais, là encore, ces mécanismes tendent de plus en plus à s'apparenter à ceux d'un État fédéral moderne. Les États-Unis, l'Allemagne, le Brésil ou l'Inde sont

d'ailleurs des fédérations dans lesquelles les provinces, les États ou les *Länder* disposent de compétences plus étendues qu'en Russie.

Le caractère multinational de l'Inde dépasse même largement celui de la Fédération de Russie. Les autorités indiennes sont ainsi contraintes de maintenir l'anglais comme langue officielle, puisqu'un habitant du Kerala ou du Bengale ne parle généralement pas l'hindi. Il est d'ailleurs significatif que Narendra Modi, pourtant partisan d'un renforcement de la centralisation, soit lui-même poète dans sa langue maternelle, le gujarati, dont la parenté avec l'hindi n'est guère plus étroite que celle qui unit le polonais au russe.

L'enseignement en Russie demeure, dans son immense majorité, russophone. Certes, les républiques autonomes permettent d'effectuer l'ensemble de la scolarité secondaire dans la langue locale ; il existe également, dans certaines disciplines, des formations techniques, voire universitaires, le plus souvent destinées à former les futurs enseignants des écoles nationales. Mais tous ceux qui aspirent à une carrière professionnelle choisissent généralement les établissements russophones. L'examen national unifié (EGE) n'est organisé qu'en russe, et il est pratiquement impossible de devenir physicien, ingénieur, haut fonctionnaire ou diplomate sans avoir suivi des études supérieures dans cette langue.

Il n'existe pas, à proprement parler, de politique de russification forcée. Personne n'empêche les différentes communautés nationales de disposer de leurs propres chaînes de télévision, stations de radio, journaux ou maisons d'édition publiant dans leurs langues respectives. Il n'en demeure pas moins que l'accès à la culture mondiale passe essentiellement par le russe : c'est à travers cette langue que l'on découvre Homère ou Dante, Kant ou Hegel – j'ignore d'ailleurs si ces auteurs ont été traduits dans la plupart des langues régionales de Russie –, tout comme c'est en russe que l'on étudie la mécanique quantique ou la génétique.

Sous cet angle, la Russie occupe une position intermédiaire entre, d'une part, les fédérations largement unilingues, comme les États-Unis, l'Allemagne ou le Brésil, où subsistent certes des minorités mais où l'enseignement et la vie culturelle se déroulent principalement dans la langue officielle, et, d'autre part, des pays comme le Canada, où le Québec fonctionne largement en français. La situation russe rappelle peut-être davantage celle de l'Espagne : malgré leurs aspirations indépendantistes, les Basques et les Catalans poursuivent généralement leurs études universitaires en espagnol.

Si j'insiste sur la question de l'enseignement, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit de mon domaine professionnel. C'est surtout parce qu'elle illustre, à mes yeux, de

manière particulièrement révélatrice, la proximité de la Russie contemporaine avec le modèle de l'État-nation fédéral plutôt qu'avec celui des empires du passé.

– Mais l'idée impériale – celle de « Moscou, Troisième Rome » – n'est-elle pas précisément ce qui peut offrir à la Russie un cadre pour penser son identité, la continuité de son histoire et la singularité de son héritage civilisationnel ? C'est en tout cas la thèse défendue par le philosophe russe Ilia Vevourko dans son récent ouvrage Troisième Rome. Cinq siècles de l'idée impériale russe. Plus largement, une grande puissance peut-elle se définir durablement sans répondre aux questions fondamentales de son identité : qui sommes-nous, d'où venons-nous et vers quel horizon collectif souhaitons-nous nous diriger ? Le patriotisme, entendu comme simple volonté de préservation, n'est-il pas un fondement trop faible ?

A.R. : Pour ma part, je me reconnais volontiers dans l'idée de la « Troisième Rome ». L'aigle bicéphale, tourné à la fois vers l'Europe et vers l'Asie, que la Russie a hérité de Byzance, symbolise précisément cette double appartenance, tout comme la continuité d'un héritage civilisationnel réunissant Athènes, Rome et Jérusalem. L'hymne de l'Empire romain d'Orient, *Τῇ ὑπερμάχῳ στρατηγῷ* (*Ti Ypermaho*)¹⁷, m'inspire davantage que *Dieu protège le Tsar*, et plus encore que l'hymne de l'Union soviétique.

Il est d'ailleurs significatif que, dans la *Chronique des temps passés*, le prince Vladimir ne soit pas convaincu d'adopter le christianisme par un moine ou un évêque, mais par un Philosophe. Avec les autres peuples orthodoxes, nous sommes les héritiers de la Deuxième Rome, jusque dans la forme même du pouvoir, largement héritée des *basileis* byzantins. Les auteurs latins ont qualifié ce modèle de « césaropapisme », mais cette articulation du politique et du religieux est en réalité commune aux débuts à toute la famille chrétienne : elle apparaît avec Constantin et se poursuit sous Théodose le Grand. La seule différence est que l'Empire d'Occident disparaît en 476, tandis que l'Empire d'Orient lui survit encore près d'un millénaire.

C'est précisément cette fidélité à la tradition byzantine qui explique mon désaccord avec les différentes formes d'eurasisme, lesquelles puisent dans l'héritage mongol,

17. L'Hymne Acatiste (Ἀκάθιστος Ὕμνος), dont l'incipit est *Τῇ ὑπερμάχῳ στρατηγῷ* (« À la Générale invincible »), est l'un des textes les plus célèbres de la liturgie byzantine. Il est dédié à la Vierge Marie, célébrée comme protectrice de Constantinople et, plus largement, comme protectrice des chrétiens. C'est avant tout un chant liturgique qui exprime la gratitude envers la Vierge et célèbre le mystère de l'Incarnation.

celui de la Horde. La tradition byzantine participe pleinement de notre identité, y compris de notre identité européenne.

Pour autant, il faut rester réaliste. Il serait illusoire de vouloir imposer cette vision par une réforme constitutionnelle, l'instauration d'une idéologie d'État ou la création d'un appareil coercitif chargé de la diffuser.

Les monarchistes orthodoxes constituent aujourd'hui une minorité très réduite, probablement moins nombreuse encore que les libéraux ou les nostalgiques du stalinisme. Et comment articuler cet héritage avec le monde contemporain, celui de l'intelligence artificielle, de *TikTok* et de ce que certains appellent la « cinquième révolution technologique » ?

À mes yeux, le système fédéral offre précisément la possibilité de préserver une certaine logique impériale tout en conservant les acquis du républicanisme. Il n'est nul besoin de retomber dans les archaïsmes du « trône et de l'autel », sans même parler des séductions de ce despotisme oriental que certains admirateurs d'Ivan IV ou de Staline continuent de célébrer.

Si nous nous réclamons de la Troisième Rome, celle-ci devrait être fondée sur des citoyens libres, sur l'égalité devant la loi et sur la légitimité du pouvoir. Rien ne nous oblige à rejeter, avec les dérives oligarchiques de l'Europe actuelle, tout l'héritage politique issu de la *Magna Carta*.

Depuis la disparition de l'Union soviétique, les tentatives visant à définir une idée nationale russe se sont multipliées. Dès la présidence d'Eltsine, plusieurs groupes de travail furent constitués à cette fin. Les candidats à cet exercice ne manquent toujours pas aujourd'hui, mais ils sont souvent animés davantage par l'opportunisme que par la réflexion.

À chaque tentative, le même problème réapparaît : toute formule trop pure se heurte à la complexité d'un pays marqué par sa diversité nationale, ses disparités économiques, ses différences régionales et son pluralisme idéologique. On aboutit soit à une conception étroite, héritée de la *russkaya ideia* d'il y a plus d'un siècle ; soit à une formule vague du type : « *Nous défendons les valeurs traditionnelles de tous les peuples de Russie* » ; soit encore à un slogan partisan, comme celui de la « justice sociale » dans son interprétation néocommuniste.

Autrement dit, le pays n'a pas besoin d'une définition constitutionnelle figée ni de l'enfermement dans le lit de Procuste d'une idéologie fabriquée de toutes pièces. Il faut au contraire un travail patient, prudent et assidu, mené par toute une

génération d'enseignants, d'historiens, d'intellectuels et d'acteurs des médias, afin de transmettre un ensemble de références et d'idéaux suffisamment larges pour être compris intuitivement par le citoyen ordinaire.

Jusqu'à présent, les tentatives officielles ont surtout produit des constructions assez curieuses, comme cette notion de « *peuple profond* », supposé prêt à tous les sacrifices pour assurer la prospérité de la nouvelle élite dirigeante. Cela étant dit, j'ai parfaitement conscience qu'il vaut toujours mieux entretenir sa propre armée et ses propres élites que de voir le pays administré par des représentants du Département d'État américain, de l'Union européenne ou de l'OTAN.

Pour l'heure, notre tâche essentielle consiste simplement à tenir. Comme l'écrivait Rainer Maria Rilke : *Wer spricht von Siegen ? Überstehen ist alles* (« Qui parle de victoire ? L'essentiel est de tenir »).

Pour le moment, la prudence reste la première des vertus : *Primum non nocere*, ne pas nuire. Le minimum que j'évoquais précédemment suppose même une certaine forme d'« apophatisme » politique. Avant de dire ce que nous sommes, il nous faut d'abord savoir ce que nous ne sommes pas.

Nous ne sommes ni l'Occident contemporain, ni la « Horde de Gengis Khan » rêvée par certains eurasistes, ni une « URSS 2.0 ». Au-delà de cette définition négative s'ouvre un vaste espace de réflexion et de débat entre tous ceux qui partagent un même attachement à la Russie.

– L'hostilité de l'Europe à l'égard de la Russie s'explique-t-elle principalement par la crainte d'un impérialisme russe jugé insatiable ? La Russie est aujourd'hui fréquemment présentée, dans le discours politique européen, comme un « pays-ogre », voué par sa nature même à l'expansion territoriale...

A.R. : La restauration de l'Union soviétique dans ses anciennes frontières n'a jamais fait partie des projets du Kremlin. Les dirigeants russes des années 1990 se sont au contraire empressés de se débarrasser de ce qu'ils considéraient comme le fardeau que représentait le partage des revenus du pétrole et du gaz avec les anciennes républiques soviétiques. De même, Moscou ne s'est pas opposé à l'élargissement de l'Union européenne. En revanche, l'expansion de l'OTAN a suscité des interrogations croissantes, que Vladimir Poutine a formulées de manière explicite dans son discours de 2007. Vinrent ensuite les conflits en Géorgie en 2008, puis en Ukraine en 2014.

Dans cette perspective, il ne faisait guère de doute que la Russie constituerait, à terme, l'étape suivante, avec la perspective de voir s'y installer un pouvoir favorable aux intérêts occidentaux. Les objectifs poursuivis paraissent d'ailleurs assez transparents : assurer le contrôle des ressources stratégiques, sans même parler des déclarations des représentants les plus ouvertement russophobes du courant néo-conservateur américain.

C'est pourquoi je considère les prétendues « craintes de l'Occident » avant tout comme un procédé destiné à légitimer une politique d'expansion décomplexée et la promotion de ses propres intérêts stratégiques au détriment de ceux de la Russie. La figure de « l'ogre russe » permet de faire passer ses ambitions géopolitiques pour une simple réaction défensive. Ainsi, le déploiement de missiles en Europe orientale, engagé sous la présidence de George W. Bush, était officiellement justifié par la nécessité de se protéger d'une hypothétique menace iranienne ; quant aux laboratoires biologiques installés dans plusieurs pays voisins de la Russie, ils auraient, bien entendu, eu pour seule vocation la lutte contre les maladies.

Dans cette logique, les tentatives de déstabilisation du pouvoir au Bélarus ou, plus récemment, au Kazakhstan en 2022 reproduisent les mécanismes déjà observés lors d'autres « révolutions de couleur ». À ce sujet, je recommande d'ailleurs les récentes interventions de Dmitri Tabatchnik, ancien ministre de l'Éducation sous Viktor Ianoukovitch, qui revient en détail sur les modes opératoires de l'Occident en Ukraine.

La Russie ne dispose pas aujourd'hui des ressources nécessaires pour mener une politique impériale offensive ou rétablir son ancienne sphère d'influence, même partiellement. Et, au fond, notre pays n'a pas besoin que l'Asie centrale ou le Caucase du Sud deviennent des provinces russes ; ce qu'il cherche, ce sont des relations stables et équilibrées avec les élites et les peuples de ces régions. Dans tous ces espaces, nous ne sommes d'ailleurs pas seulement confrontés à l'Occident, mais aussi à la Chine, au panturquisme et à l'islamisme. Dans ce dernier cas, le risque serait de voir apparaître, aux abords de l'Oural ou de l'Altaï, une frontière particulièrement instable.

Dans ce contexte, se proclamer officiellement « empire » serait contre-productif. En termes géopolitiques, il suffit de se penser comme une « grande puissance » – un *Machtstaat*, selon la terminologie allemande classique.

Beaucoup dépendra des prochaines années et du rapport de forces global, non seulement militaire, mais aussi scientifique, technologique, économique, diplomatique et culturel. Si la Russie parvient à préserver une position relativement favorable, il sera

alors temps de réfléchir, à plus long terme, à son éventuel « chemin particulier » – ce *Sonderweg* dont parlaient les Allemands – ou à cette dynamique du « défi et de la réponse » chère à Arnold Toynbee.

– Parmi les différents scénarios envisageables pour les relations entre la Russie et l'Europe, une voie intermédiaire semble se dessiner entre la conflictualité permanente et un occidentalisme naïf. Elle rappelle les thèses du géopolitologue Vadim Tsymbourski¹⁸ et son célèbre concept d'« Île-Russie ». Aujourd'hui, ces idées sont notamment reprises par Boris Mejouev¹⁹, qui défend une forme d'« indifférence civilisationnelle » à l'égard de l'Europe. Cette approche vise à conquérir une plus grande autonomie, à revaloriser son propre héritage et à renoncer à toute fascination ou dépendance envers l'Occident, ses modèles et ses prescriptions. Vous reconnaissez-vous dans cette vision ?

A.R. : J'ai bien connu Tsymbourski et j'ai eu plus d'une fois l'occasion de débattre avec lui. Je n'étais d'ailleurs pas souvent d'accord avec ses analyses.

Je considère sa pensée comme relevant d'une forme de mythe poétique, une sorte de « Spengler russe », riche d'intuitions profondes. Même si ses idées de « limittrophes » et de mouvements de flux et de reflux géopolitiques renvoient à une part de réalité, il ne faudrait pas oublier que la Russie indépendante a elle-même repoussé les anciennes républiques soviétiques dès 1991-1992, avant de mener bien souvent une politique à courte vue, où les intérêts mesquins de quelques oligarques proches du pouvoir l'emportaient sur les intérêts nationaux.

Toute grande puissance est confrontée à un environnement hostile ; elle avance, recule, noue des alliances provisoires, bientôt remplacées par d'autres. Mais ce qui joue le rôle décisif, c'est la cohésion des élites et la capacité du peuple à consentir des sacrifices pour la puissance de l'État.

Au xx^e siècle, nous avons perdu à deux reprises – en 1917 et en 1991 – précisément à cause des divisions des élites, de leur corruption, de leur incompétence, voire de

18. Vadim Tsymbourski (1957-2009) est un philosophe et géopolitologue russe, auteur de la théorie de la « Russie-Île » (*Ostrov Rossiya*), selon laquelle la Russie forme un espace civilisationnel autonome dont les intérêts stratégiques résident avant tout dans la consolidation de son propre territoire plutôt que dans une expansion extérieure.

19. Boris Mejouev (né en 1970) est un philosophe et politologue russe, l'un des représentants du courant conservateur modéré de la pensée politique russe contemporaine. Spécialiste de l'histoire des idées politiques et de la philosophie russe, il s'intéresse notamment aux questions d'identité nationale, de géopolitique et d'histoire intellectuelle de la Russie.

leur trahison des intérêts nationaux au profit de la conquête du pouvoir. En Russie, on rappelle souvent les financements allemands accordés aux bolcheviks, mais on oublie généralement que les cadets et les socialistes-révolutionnaires reçurent eux aussi des subsides de l'état-major japonais en 1905, tandis que les octobristes, les cadets et certains généraux qui renversèrent Nicolas II en 1917 bénéficièrent d'abord du soutien de l'ambassade britannique. Quant à Eltsine et à son entourage, qui, afin d'écarter Gorbatchev, acceptèrent non seulement la désintégration du pays, mais également une forme de subordination aux États-Unis, il n'est même pas utile d'y revenir.

L'histoire offre de nombreux exemples semblables. Au XII^e siècle, les Comnènes avaient rendu à Byzance une partie de ses territoires perdus et remporté plusieurs guerres, mais l'Empire s'effondra de l'intérieur : entre l'arrivée au pouvoir du désastreux Andronic I^{er}²⁰ et la prise de Constantinople en 1204, il ne s'écoula qu'un quart de siècle, les croisés ayant été appelés par les Byzantins eux-mêmes pour régler leurs querelles dynastiques. L'absence de clairvoyance des élites n'a rien d'exceptionnel. Les Britanniques portent, à mes yeux, une responsabilité au moins aussi grande que les Allemands dans le déclenchement des deux guerres mondiales ; ils y ont pourtant finalement perdu leur empire. Dans le cas de la Russie, à cette myopie politique s'ajoutent souvent des défauts encore plus graves.

C'est pourquoi j'accorde moins d'importance aux « flux et reflux » géopolitiques qu'à ce que l'on pourrait appeler la « forme intérieure » de l'État, celle qui assure à la fois la cohésion des élites et l'adhésion du peuple.

S'agissant des rapports avec l'Europe, l'idée d'une « indifférence civilisationnelle » me paraît malgré tout préférable à celle qui consiste à faire de l'Europe un « ennemi éternel ». Cette voie me paraît être une impasse. Nous sommes nous-mêmes un pays européen : sur le plan des mentalités, les Européens de l'Est nous ressemblent beaucoup, tandis que la distance qui nous sépare d'un Afghan ou d'un Vietnamien est considérable. Notre conflit avec l'Occident contemporain recoupe d'ailleurs, en partie, les tensions qui traversent les sociétés européennes elles-mêmes face à l'« occidentalisme », cette sorte de spirale entropique qui a déjà englouti une partie considérable de l'Europe – un précipice dont il vaut mieux s'éloigner.

20. Andronic I^{er} Comnène (vers 1118-1185) est empereur byzantin de 1183 à 1185. Son règne est marqué par une forte instabilité politique et de violents conflits internes, prélude à la crise qui aboutit à la prise de Constantinople par les croisés en 1204.

Un éloignement temporaire des pays de l'Union européenne est inévitable et, dans une certaine mesure, salubre. Il ne s'agit pas seulement de rompre avec l'occidentalisme des trente dernières années. Des partenaires économiques, nous pouvons et devons en trouver partout dans le monde : le Brésil ou la Malaisie ne valent pas moins que la Suède ou les Pays-Bas. Je me souviens qu'il y a une dizaine d'années, lors d'une intervention au conseil scientifique de la Haute École d'économie, mes propos avaient suscité l'incompréhension, voire quelques sourires, lorsque j'affirmais que les universités mexicaines étaient pour nous tout aussi intéressantes que des établissements américains de second rang. Aujourd'hui, les mêmes personnes me parlent avec le plus grand sérieux des avantages d'un rapprochement avec les pays des BRICS...

Plus importante encore que cette diversification de nos relations extérieures, rendue nécessaire par le recul de nos liens avec l'Europe, est toutefois la nécessité de nous concentrer sur nos propres problèmes internes.

Cela étant dit, l'idée d'une « indifférence civilisationnelle » à l'égard de l'Europe ne me convainc guère. Dans le monde contemporain, aucun pays ne peut devenir une « île » indifférente aux peuples et aux États qui l'entourent. Je dirais plutôt qu'il nous faut poursuivre l'œuvre de Pierre le Grand et, en ce sens, être de meilleurs Européens que les adeptes du postmodernisme destructeur et décadent.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une confrontation avec l'Occident, dont les initiateurs sont précisément des pays qui ont longtemps été les partenaires privilégiés de la Russie – l'Allemagne et la France. Mais je n'oublie pas que c'est Leibniz qui recommanda à Pierre le Grand de fonder une Académie des sciences et une université ; je n'oublie pas non plus que la philosophie russe a hérité de ses principaux thèmes directement des penseurs allemands – Schelling et Hegel – et, indirectement, de toute la tradition née dans les cités grecques de l'Antiquité.

C'est précisément pour cette raison que je ne peux être « indifférent » à l'Europe. Car il s'agit aussi de notre propre tradition russe, dans la musique et la littérature tout autant que dans les mathématiques ou la philosophie. ■

L'entretien a été mené et traduit par Natalia Routkevitch,
Journaliste franco-russe.